



EN LUTTE, DANS L'UNITE, POUR GAGNER

Le CDFN de la FSU se déroule alors que nous sommes engagé.es dans une lutte décisive, non seulement pour la sauvegarde des régimes de retraites, mais aussi pour le syndicalisme, voire pour la démocratie.

Paroles excessives ?

Jugeons-en.

Nul ne croit qu'en cas de victoire du gouvernement et des Droites Macronistes et LR, la majorité conservatrice, en fidèle ordonnatrice des intérêts des classes possédantes et du patronat, s'arrêterait là.

Forte de ce succès – qui n'arrivera pas – c'est à d'autres dégradations, déjà annoncées du reste, qu'elle s'attaquera, dans le champ des retraites (vers 65 ans, fin des 6 mois pour les fonctionnaires...) afin de préparer le terrain aux retraites par capitalisation, mais aussi dans celui de toutes les conquêtes sociales encore à détruire.

Qu'il s'agisse de la fiscalité, d'une sécurité sociale universelle aux principes à l'opposé de l'assurance privée sélective, des statuts protecteurs de la Fonction publique, de nouvelles réductions du droit du travail, voire de restrictions démocratiques et de lois répressives contre les migrant.es, une défaite du mouvement social serait perçue comme une carte blanche donnée à un Président non soumis à réélection, et désireux de rentrer dans l'Histoire comme celui qui aura fait de la France le paradis des investisseurs et des premiers de cordée.

L'urgence climatique elle-même, qui devrait pousser à des choix radicalement différents, n'est guère considérée que comme une nouvelle source de profits potentiels.

Une défaite serait celle des salarié.es, mais aussi celle du syndicalisme.

Si les raisons sont nombreuses, de la baisse de participation aux élections professionnelles, mais aussi de la trop faible proportion de salarié.es syndiqué.es, l'absence de victoires nationales même défensives depuis 1995 – la lutte contre le CPE de 2006 jouait sur d'autres registres que la question sociale – constitue un facteur explicatif important, au-delà des luttes locales souvent victorieuses, et de l'engagement sans faille de milliers de militantes et militants syndicaux.

Enfin, qui ne voit qu'un nouveau recul des droits des salariés, notamment des plus précaires, dont les femmes aux carrières incomplètes, ou les travailleurs peu qualifiés, ne saurait qu'attiser le malaise social et démocratique, au risque de renforcer des forces nationalistes, xénophobes et démagogiques dont l'Histoire montre avec quelle habileté elles savent corrompre les luttes pour l'égalité et la justice en luttes contre l'Autre, à commencer par l'étranger.

2027 est déjà demain, et le Brésil des Bolsonaristes n'est pas si loin.

Qui d'autre que le Président Macron s'obstine dans cette contre-réforme ?

Contrairement à ses dires, certainement pas celles et ceux qui ont voté pour lui au second tour des élections présidentielles et qui, comme il l'a lui-même reconnu au soir de sa victoire, l'ont fait, à tort ou à raison, pour défendre la démocratie, et non pour lui conférer on ne sait quel blanc-seing pour continuer à détruire l'État social.

Certainement pas non plus, là encore contrairement à ses tentatives de défausse, l'Union européenne, qui n'a institutionnellement aucun pouvoir de décision sur nos politiques publiques.

Le président Macron étant le principal partisan de cette régression, désormais dénoncée y compris par certains économistes sociaux libéraux voire par des membres encore isolés de la majorité, c'est largement sa capacité à continuer à gouverner jusqu'à la fin de son second mandat qui est en jeu.

Si le syndicalisme n'est pas à l'origine de ce conflit, sa responsabilité n'en est pas moins première dans son issue.

La FSU a toujours pesé pour construire l'unité syndicale la plus large, au-delà d'une logique de « camps » qui ne favorise que le patronat et les employeurs publics, afin d'entraîner un maximum de salarié.es dans la lutte.

L'unité de l'interpro a sans aucun doute joué un rôle décisif dans le succès éclatant de la première journée de grève et de manifestations du 19 janvier, avec près de deux millions de manifestants, et des cortèges aux effectifs historiques dans de nombreuses localités, grandes comme petites.

Cette unité, acquis précieux et fragile, doit être mise en avant et préservée, tant que la plate-forme commune de refus du recul de l'âge de départ à la retraite est respectée.

Cela n'empêche pas chaque organisation de mobiliser également contre la durée de cotisation et le projet d'accélération du « Touraine ». De même qu'il est utile, et même nécessaire, de mettre en avant les solutions alternatives pour convaincre que d'autres choix sont réellement possibles.

Les formes de l'action sont bien sûr importantes mais secondes.

Le choix des temps forts se discute, surtout si les journées sont éloignées. Mais au final, ce sont bien les secteurs et les salariés qui en décident. **UA se reconnaît dans une action de longue haleine, scandée par des journées nationales de grève et de manifestations, et alimentée d'actions sectorielles, sur la base de l'engagement significatif des salariés.**

Dans une période où l'inflation ronge le pouvoir d'achat, où l'acte de grève se révèle donc encore plus lourd de conséquences pour les familles de salariés, le syndicalisme saura prendre les initiatives les plus efficaces et les plus mobilisatrices, pour construire un mouvement aussi fort que nécessaire, aussi longtemps que nécessaire.

Chaque syndicaliste le sait : l'objectif d'un tel mouvement ne se limite pas à réussir une grève ou une manifestation, mais de gagner sur les revendications, en l'occurrence, le retrait du projet de contre-réforme des retraites.

Dans cette lutte qui a commencé, le soutien de l'opinion, aujourd'hui solide, est vital.

C'est pourquoi notre syndicalisme apprécie à sa juste mesure les soutiens émanant des forces politiques, notamment de la Nupes, ou associatives. Et ce d'autant que ces forces politiques progressistes soulignent leur rôle d'appui du mouvement social. Dans ce cadre de respect des prérogatives respectives, toute action partisane collective sera bienvenue, pour autant qu'elle ne soit pas un obstacle ou une concurrence aux actions décidées par l'interpro.

Par ailleurs, les organisations de jeunesse ont un rôle majeur à jouer dans l'issue de cette lutte, UA-FSU salue leur décision de rejoindre les mobilisations.

Enfin, aux lendemains d'une lutte qui sera, n'en doutons pas, victorieuse, **un bilan pourra être fait.**

L'un des aspects en sera de peser le poids de l'unité d'action dans cette victoire.

Nul doute que ces nouvelles luttes communes, dans tous les territoires, mêlant militantes et militants de divers horizons, créeront des habitudes nouvelles, des analyses plus rapprochées, des collectifs en action.

Un beau terreau pour l'avenir d'un syndicalisme plus rassemblé, plus unifié, dont le salariat, les jeunes et les retraité.es, ont besoin.